Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1901 — Roma — Mercoledì 23 Gennaio — Numero 19

DIREZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani	Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi	AMMINISTRAZIONE in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

	anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione	L. 32	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno	» 36	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale	» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea e spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **25**

Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero **496** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alle disposizioni della Convenzione addizionale alla Convenzione internazionale del 14 ottobre 1890 pel trasporto delle merci in ferrovia, stipulata a Parigi il 16 giugno 1898 fra l'Italia, la Germania, l'Austria-Ungheria, la Francia, la Russia, il Belgio, la Danimarca, i Paesi Bassi, la Svizzera, il Granducato di Lussemburgo ed il Principato di Liechtenstein.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 dicembre 1900.

VITTORIO EMANUELE.

BRANCA.
CARCANO.
GIANTURCO.
VISCONTI-VENOSTA.

Visto, *Il Guardasigilli*: GIANTURCO.

CONVENTION ADDITIONNELLE

À LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 14 OCTOBRE 1890 SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÊME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE, AGISSANT ÉGALEMENT AU NOM DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE LIECHTENSTEIN, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET, EN SON NOM, SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE DU ROYAUME, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES ET LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications aux dispositions de la Convention inter-

nationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer et à l'arrangement y relatif du 16 juillet 1895, ont décidé de conclure à cet effet une Convention additionnelle et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREU RD'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE:

Son Excellence le Comte DE MÜNSTER, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÊME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE:

Son Excellence le Comte DE WOLKENSTEIN-TROSTBURG, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. le Baron D'ANETHAN, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentaire près le Président de la République Française.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK:

M. DE HEGERMAN-LINDENCRONE, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Son Excellence M. Gabriel HANOTAUX, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Son Excellence le Comte TORNIELLI BRUSATI DI VERGANO, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG:

M. VANNERUS, Chargé d'Affaires du Luxembourg à Paris.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET, EN SON NOM, SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE DU ROYAUME:

M. le Chevalier DE STUERS, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES:

Son Excellence le Prince OUROUSSOFF, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française.

ET LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

M. LARDY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles ci-après:

Art. 1er.

La Convention internationale du 14 octobre 1890 est modifiée comme il suit:

I. — *Article 6.* Il est ajouté à la lettre *l* un 4e alinéa ainsi conçu:

« Si la gare d'espédition a choisi une autre voie, elle doit en aviser l'expéditeur ».

II. — *Article 7.* Le 4e alinéa aura la teneur suivante:

« Les dispositions réglementaires fixeront la surtaxe qui, en « cas de déclaration inexacte du contenu ou d'indication d'un « poids inférieur au poids réel, ainsi qu'en cas de surcharge « d'un wagon chargé par l'expéditeur, devra être payée aux che- « mins de fer ayant pris part au transport, sans préjudice, s'il y « a lieu, du payement complémentaire de la différence des frais « de transport et de toute indemnité pour le dommage qui en « résulterait, ainsi que de la peine encourue en vertu des « dispositions pénales ou des règlements de police ».

Il est en outre ajouté un 5e alinéa ainsi conçu:

« La surtaxe n'est pas due:

« *a*) en cas d'indication inexacte du poids, lorsque le pesage « par le chemin de fer est obligatoire d'après les prescriptions « en vigueur à la station expéditrice;

« *b*) en cas d'indication inexacte du poids ou de surcharge d'un « wagon, lorsque l'expéditeur a domandé dans la lettre de voiture « que le pesage soit effectué par le chemin de fer;

« *c*) en cas de surcharge occasionnée, au cours du transport, « par des influences atmosphériques, si l'expéditeur prouve qu'il « s'est conformé, en chargeant le wagon, aux prescriptions en « vigueur à la station expéditrice ».

III. — *Article 12.* Le 4e alinéa aura la teneur suivante:

« En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreurs de « calcul dans la fixation des frais de transport et des frais ac- « cessoires, la différence en plus ou en moins devra être rem- « boursée. L'action en rectification est prescrite par un an à « partir du jour du payement, lorsqu'il n'est pas intervenu entre « les parties une reconnaissance de la dette, une transaction ou « un jugement. Les dispositions contenues dans l'article 45, ali- « néas 3 e 4, sont applicables à la prescription mentionnée ci- « dessus. La disposition de l'alinéa 1 de l'article 44 ne s'appli- « que pas dans ce cas ».

IV. — *Article 13.* Le 1er alinéa aura la teneur suivante:

« L'expéditeur pourra grever la marchandise d'un rembourse- « ment jusqu'à concurrence de sa valeur. Le remboursement peut « être refusé pour les marchandises dont le prix de transport « peut être réclamé d'avance par le chemin de fer (article 12, « alinéa 2) ».

V. — *Article 15.* Le 1er alinéa aura la teneur suivante:

« L'expéditeur a seul le droit de disposer de la marchandise, « soit en la retirant à la gare de départ, soit en l'arrêtant en « cours de route, soit en la faisant délivrer, au lieu de destination, « ou en cours de route, ou encore à une station située soit au delà « du point de destination, soit sur un embranchement, à une per- « sonne autre que celle du destinataire indiqué sur la lettre de « voiture. Le chemin de fer peut à son gré, à la demande de « l'expéditeur, accepter des dispositions ultérieures tendant à « l'établissements, à l'augmentation, à la diminution ou au retrait « de remboursements ou bien à l'affranchissement des envois. « Des dispositions ultérieures autres que celles indiquées ci- « dessus ne sont pas admises ».

VI. — *Article 26.* Le 2e alinéa aura la teneur suivante:

« Si le duplicata n'est pas représenté par l'expéditeur, celui-ci « ne pourra intenter l'action que si le destinataire l'a autorisé « à le faire, à moins qu'il n'apporte la preuve que le destina- « taire a refusé la marchandise ».

VII. — *Article 31.* Les chiffres 1o, 3o et 6o auront la teneur suivante:

« 1o De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu « des prescriptions des tarifs ou de conventions passées avec « l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, sont « transportées en wagons découverts,

« en tant que l'avarie sera résultée du danger inhérent à « ce mode de transport;

« 3o De l'avarie survenue aux marchandises qui, en vertu des « prescriptions des tarifs ou des conventions passées avec l'ex- « péditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, en tant que « de telles conventions sont autorisées sur le territoire de « l'État où elles sont appliquées, ont été chargées par l'expédi- « teur ou déchargées par le destinataire,

« en tant que l'avarie sera résultée du danger inhérent à « l'opération du chargement et du déchargement, ou d'un char- « gement défectueux:

« 6o De l'avarie survenue aux marchandises et bestiaux dont « le transport, aux termes des tarifs ou des conventions passées « avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, ne « s'effectue que sous escorte,

« en tant que l'avarie est résultée du danger que l'escorte « a pour but d'écarter ».

VIII. — *Article 36.* Le 1[er] alinéa sera complété par l'adjonction suivante;

« Il sera donné acte par écrit de cette réserve ».

IX. — *Article 38.* Dans le 2[e] alinéa, les mots « que l'expéditeur aura à payer » seront remplacés par les mots « qui devra être payée ».

X. — *Article 40.* Les mots « délai de transport » seront, dans le texte français, remplacés partout par les mots « délai de livraison ».

XI. — *Articles 44.* Le mot « sept », qui figure au chiffre 2, sera remplacé par le mot « quatorze ».

XII. — *Article 45.* Cet article sera completé par l'adjonction d'un 4[e] alinéa ainsi conçu:

« En cas de réclamation écrite, adressée au chemin de fer par « l'ayant droit, la prescription cesse de courir tant quo la ré« clamation est en suspens. Si la réclamation est repoussée, la « prescription reprend son cours à partir du jour où le chemin « de fer a notifié par écrit sa réponse au réclamant et restitué « les pièces justificatives qui auraient été jointes à la récla« mation. La preuve de la réception do la réclamation ou de la « réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge « de celui qui invoque ce fait. Les réclamations ultérieures « adressées au chemin de fer ou aux autorités supérieures ne « suspendent pas la prescription ».

Art. 2.

Les dispositions réglementaires de la Convention du 14 octobre 1890 et leurs annexes sont modifiées comme il suit:

I. — *Paragraphe 2.*

Le 1[er] alinéa aura la teneur suivante:

« Sont obligatoires pour les lettres de voiture internationales « les formulaires prescrits par l'annexe 2. Ces formulaires doi« vent être imprimés pour la petite vitesse sur papier blanc, « pour la grande vitesse sur papier blanc avec une bande rouge « au bord supérieur et au bord inférieur, au recto et au verso. « Les lettres de voiture seront certifiées conformes aux prescrip« tons de la présente Convention par l'apposition du timbre « d'un chemin de fer ou d'un groupe de chemins de fer du pays « expéditeur ».

Au 3[e] alinéa, les mots « der geschriebenen Worte » qui figurent dans le texte allemand seront supprimés.

Il est ajouté un 8[e] et un 9[e] alinéas ainsi conçus:

« Il est permis d'insérer dans la lettre de voiture, mais a titre « de simple information et sans qu'il en résulte ni obligation, « ni responsabilité pour le chemin de fer, les mentions sui« vantes:

« Envoi de N. N. »
« Par ordre de N. N. »
« À la disposition de N. N. »
« Pour être réexpédié à N. N. »
« Assuré auprès de N. N »

« Ces mentions ne peuvent s'appliquer qu'à l'ensemble de l'ex« pédition et doivent être insérées au bas du verso de la lettre « de voiture ».

II. — *Paragraphe 3.* Ce paragraphe aura la teneur suivante:

« Lorsque des marchandises désignées au 4° du paragraphe 1[er] « et dans l'annex 1 auront été remises au transport avec une dé« claration inexacte ou incomplète, ou que les prescriptions de « sûreté indiquées dans l'annexe 1 n'auront pas été observées, la « surtaxe sera de 15 francs par kilogramme du poids brut du « colis entier.

« Dans tous les autres cas, la surtaxe prévue par l'article 7 « de la Convention pour déclaration inexacte du contenu d'une « expédition sera de 1 franc par lettre de voiture, lorsque cette « déclaration ne sera pas de nature à entraîner une réduction « du prix de transport; sinon, elle sera du double de la diffé« rence entre le prix de transport du contenu déclaré et celui « du contenu constaté, calculé du point d'expédition au point de « destination, et en tout cas elle sera au minimum de 1 franc.

« En cas d'indication d'un poids inférieur au poids réel d'une « expédition, la surtaxe sera le double de la différence entre le « prix de transport du poids déclaré et celui du poids constaté, « depuis le point d'expédition jusqu'au point de destination.

« En cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, la « surtaxe sera de 6 fois le prix de transport du poids dépassant « la charge permise, du point d'expédition au point de destina« tion. Lorsqu'il y aura en même temps indication d'un poids « inférieur au poids réel et surcharge, la surtaxe pour indica« tion d'un poids inférieur au poids réel et la surtaxe afférante « à la surcharge seront perçues cumulativement.

« La surtaxe pour surcharge (alinéa 4) est perçue:

« *a*) en cas d'emploi de wagons qui ne portent qu'une seule « inscription indiquant le poids du chargement qu'ils peuvent « recevoir, lorsque le *poids normal de chargement* ou la *capa« cité de chargement* indiqué est dépassé de plus de 5 p. 100 « lors du chargement.

« *b*) en cas d'emploi de wagons portant deux inscriptions, dont « l'une se rapporte au *poids normal de chargement* (*Ladege« wicht*), et l'autre au *poids maximum de chargement* (*Trag« fähigkeit*), lorsque la surcharge dépasse d'une manière quel« conque le poids maximum de chargement ».

III. — *Paragraphe 4.* Ce paragraphe sera complété par un 2[e] alinéa ainsi conçu:

« Lorsqu'un expéditeur a l'habitude d'expédier, à la même « station, des marchandises de même nature nécessitant un em« ballage et que ces marchandises sont remises sans emballage « ou avec un emballage présentant toujours les mêmes défauts, « il peut, à la place de la déclaration spéciale à chaque expé« dition, se servir, une fois pour toutes, du formulaire de décla« ration générale prévu à l'annexe 3 *a*. Dans ce cas, la lettre « de voiture doit contenir, en sus de la reconnaissance prévue à « l'alinéa 2 de l'article 9, la mention de la déclaration géné« rale remise à la station expéditrice ».

IV. — *Paragraphe 5.* Le paragraphe 5 des Disposition réglementaires se rapportant à l'article 13 de la Convention est supprimé: il est remplacé par un nouveau paragraphe 5 visant l'article 12 de la dite Convention et ainsi conçu:

« La station expéditrice devra spécifier, dans le duplicata de « la lettre de voiture, les frais perçues en port payé inscrits « par elle dans la lettre de voiture.

« La production du duplicata de la lettre de voiture suffit « pour introduire la réclamation prévue à l'article 12, alinéa 4, « de la Convention, lorsque les frais de transport ont été liqui« dés au moment de la remise de la marchandise au transport ».

V. — *Paragraphe 9.* Les alinéas 2 et 3 auront la teneur suivante:

« Dans ce cas, il est permis de percevoir une taxe supplémen« taire calculée par fraction indivisible de 10 francs et de 10 ki« lomètres, qui ne pourra pas dépasser 0 fr. 025 par 1,000 francs « et par kilomètre, sur le montant réel de la somme déclarée.

« Le minimum de la perception est fixé à 0 fr. 50 pour le par« cours total ».

VI. — *Annexe 1* des Dispositions réglementaires. Le texte français recevra le modifications suivantes:

N° I.	**Remplacer**:	*0,06 mètre cube* **par**	60 décimètres cubes.
N° III.		*1,2 mètre cube*	1 mètre cube 200 décimètres cubes.
N° VIII *a*.		*par 1,55 litre*	pour 1 litre 55 centilitres.
		15,50 litres	15 litres 50 centilitres.

TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.

Timbre du contrôle du chemin de fer.

Wagons

Nº (1)	Proprié-taire	Capacité de chargement	Surface de plancher

Nº . . . | | | de la feuille de route.
Pos. . . . | | |

(1) Lorsque les wagons sont chargés par l'expéditeur, il doit en inscrire les numéros sur la présente.

DUPLICATA DE LA LETTRE DE VOITURE.

(Formulaire I.) **Petite vitesse.** (Papier blanc.)
(Formulaire II.) **Grande vitesse.** (Papier blanc, avec bande rouge aux bords supérieur et inférieur, au recto et au verso)

M. (2) ....

Vous recevrez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'à celles des règlements et tarifs des chemins de fer ou unions de chemins de fer, qui sont applicables au présent envoi.

(2) Nom et adresse du destinataire (ville, station correspondante, rue, numéro, pays). Mentionner, pour les envois en destination de la France ou de l'Italie, si la marchandise est livrable en gare ou à domicile.

Chemin de fer expéditeur

Chemin de fer destinataire

Station destinataire

Marque et Numéro.	Nombre.	Nature de l'emballage.	Désignation de la marchandise	Poids brut réel en kilogrammes.	Poids arrondi pour le calcul des frais de transport en kilogrammes	DÉCLARATION pour l'accomplissement des formalités en douane, octroi ou police; indication de documents et d'autres annexes, y compris les plombages. Autres déclarations prévues par les lois ou règlements respectifs.	TARIFS ET ITINÉRAIRES RÉCLAMÉS.

Port payé

Intérêt à la livraison. — En toutes lettres.

Total des débours.

Total des rembour-sements.

Montant.

Détail des débours et des rembour-sements.

Timbre de la station d'expédition: | Timbre du pesage: | Timbre de la station destinataire:

Déclaration de port payé par l'expéditeur. ....

.................., le .... 1......

Signature et adresse de l'expéditeur:

TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.

Timbre du contrôle du chemin de fer.

Wagons

Nº (1)	Proprié-taire	Capacité de chargement	Surface de plancher

Nº . . . | | | de la feuille de route.
Pos. . . . | | |

(1) Lorsque les wagons sont chargés par l'expéditeur, il doit en inscrire les numéros sur la présente.

TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.

LETTRE DE VOITURE.

(Formulaire I.) **Petite vitesse.** (Papier blanc.)
(Formulaire II.) **Grande vitesse.** (Papier blanc, avec bande rouge aux bords supérieur et inférieur, au recto et au verso.)

M. (2) ....

Vous recevrez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'à celles des règlements et tarifs des chemins de fer ou unions de chemins de fer, qui sont applicables au présent envoi.

(2) Nom et adresse du destinataire (ville, station correspondante, rue, numéro, pays). Mentionner, pour les envois en destination de la France ou de l'Italie, si la marcandise est livrable en gare ou à domicile.

Chemin de fer expéditeur

Chemin de fer destinataire

Station destinataire

Marque et Numéro	Nombre	Nature de l'emballage	Désignation de la marchandise	Poids brut réel en kilogrammes.	Poids arrondi pour le calcul des frais de transport en kilogrammes.	DÉCLARATION pour l'accomplissement des formalités en douane, octroi ou police; indication de documents et d'autres annexes, y compris les plombages. Autres déclarations prévues par les lois ou règlements respectifs.

TARIFS ET ITINÉRAIRES RÉCLAMÉS

Port payé.

Intérêt à la livraison. | En toutes lettres.
Total des débours.
Total des rembour-sements.

Montant.

Détail des débours et des rembour-sements.

Timbre de la station d'expédition: | Timbre du pesage: | Timbre de la station destinataire:

Déclaration de port payé par l'expéditeur.

.............................., le .... 1.........

Signature et andresse de l'expéditeur:

N° X. Remplacer :	*par 0, 825 litre* **par**	pour 825 millilitres.
N° XXXVI.	*0,015 mètre*	15 millimètres.
	0,010 mètre	10 millimètres.
N° XXXVIII.	*2,5 kilogrammes*	2 kilogrammes 500 grammes.
	1,2 mètre cube	1 mètre cube 200 décimètres cubes.
N° XLII.	*1,2 mètre cube*	1 mètre cube 200 décimètres cubes.
N° XLIII.	*0,5 gramme*	50 centigrammes.
	0,5 mètre cube	500 décimètres cubes.
N° XLIV.	*par 1,34 litre*	pour 1 litre 34 centilitres.
	13,40 litres	13 litres 40 centilitres.
	par 1,86 litre	pour 1 litre 86 centilitres.
	par 0,9 litre	pour 90 centilitres.
	par 0.8 litre	pour 80 centilitres.

VII. — *Annexe 1.* Le chiffre XII est modifié comme il suit:

« La *chaux d'épuration du gaz* (chaux verte) n'est transpor-
« tée que dans des wagons découverts ».

Annexe 1. Le texte français du premier paragraphe du 3° du N° XXVII est modifié ainsi qu'il suit :

« De renoncer à toute indemnité pour avaries et pertes soit
« des récipients, soit de leur contenu, résultant du transport dans
« des récipients fermés hermétiquement ».

VIII. — *Annexe 2.* Outre la modification visée pa l'alinéa 1er du paragraphe 2 des Dispositions réglementaires (chiffre I ci-dessus), le formulaire de la lettre de voiture et du duplicata est modifié comme il suit :

« 1° une première rubrique sera introduite pour indiquer la
« capacité de chargement ou, le cas échéant, la surface de plan-
« cher du wagon employé pour le transport, lorsqu'il s'agit d'ex-
« péditions par wagons complets ;

« 2° il sera inséré un *nota* d'après lequel l'expéditeur aura
« à inscrire dans la lettre de voiture les numéros des wagons
« chargés dar ses soins ;

« 3° le verso du duplicata recevra una partie imprimée iden-
« tique au verso de la lettre de voiture ».

En conséquence, l'annexe 2 des Dispositions réglementaires est remplacée par la nouvelle annexe 2 ci-jointe.

« Il est imparti un délai d'une année. à dater de l'entrée en
« vigueur des présentes Dispositions, pendant lequel les lettres
« de voiture et les duplicata conformes au modèle de 1890 pour-
« ront encore être employés dans le trafic international. Ce
« délai expiré, les lettres et dublicata établis d'après le nou-
« veau formulaire seront seuls admis ».

IX. — Il sera ajouté au paragraphe 4 des Dispositions réglementaires une annexe 3 *a*, ainsi conçue:

ANNEXE 3 *a*.

Déclaration générale

—

« Le bureau de marchandises du chemin de fer . . . .
« à . . . . sur ma (notre) demande, accepte au transport
« toutes les marchandises ci-après désignées, qui à partir de ce
« jour lui seront remises par moi (nous) dans ce but, savoir :

. . . .

« Je (nous) reconnais (sons) formellement par la présente que
« ces marchandises ont été remises au transport
« sans emballage *
« avec un emballage défectueux, notamment * :

. . . .

« en tant qu'il aura été fait mention de cette déclaration géné-
« rale dans la lettre de voiture respective.

« . . . . le . . . . 1 . . . »

* On rayera, selon le conditionnement de la marchandise, les mots « sans emballage » ou « avec un emballage défectueux, notamment ».

X. — *Annexe 4.* Cette annexe est modifiée ainsi qu'il est indiqué ci-après :

ANNEXE 4.

Disposition ultérieure

—

. . . . le . . . . . . 1 . .

« La gare de . . . . du chemin de fer de . . . . .
« est priée de ne pas livrer au destinataire M . . . .
« à . . . . désigné dans la lettre de voiture du . . .
« . . . . 1 . . . l'expédition ci-après spécifiée :

Marques en numéros.	Nombre.	Nature de l'emballage.	Désignation de la marchandise.	Poids en kilogr.

« mais de :

« 1° La faire retourner à mon adresse.

« 2° L'envoyer à M. . . . . à . . . . station
« du chemin de fer de . . . .

« 3° Livrer seulement contre payement du montant du rem-
« boursement, soit ______ (En toutes lettres).

« 6° Ne pas livrer contre payement du remboursement indiqué dans la lettre de voiture, mais d'un remboursement de

______ (En toutes lettres).

« 5° Livrer sans recouvrer le montant du remboursement.

« 6° Livrer *franco*.

(*Signature*).

« *Observation.* — On rayera la disposition qui ne convient pas à chaque cas particulier ».

Art. 3.

Le protocole du 14 octobre 1890 est modifié comme il suit:

I. Le 1er alinéa du 1° sera complété par l'addition suivante:

« Si les lignes intermédiaires de transit ne sont pas exploi-
« tées par une administration de cet État, les Gouvernements
« intéressés peuvent néanmoins convenir, par des arrangements
« particuliers, de ne pas considérer comme internationaux les
« transports dont il s'agit ».

II. Il est ajouté un alinéa 5° de la teneur suivante :

« Au sujet de l'article 60, il est entendu que la Convention
« internationale engage chaque État contractant pour une durée
« de trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur et pour
« de nouvelles périodes successives de trois années, tant qu' un
« État n'aura pas annoncé aux autres États, un an au plus tard
« avant l'expiration de l'une de ces périodes, son intention de
« se retirer de la Convention ».

Art. 4.

La présente Convention additionnelle aura la même durée et vigueur que la Convention du 14 octobre 1890 dont elle devient partie intégrante. Elle sera ratifiée et le dépôt des ratifications

aura lieu aussitôt que faire se pourra, dans la forme adoptée pour la Convention elle-même et les actes additionnels à ladite Convention. Elle entrera en vigueur trois mois après ce dépôt.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention additionnelle, et l'ont revêtue de leures cachets.

Fait à Paris, en dix exemplaires, le 16 juin 1898.

(*L. S.*) Signé: MÜNSTER.
(*L. S.*) Signé: G. TORNIELLI.

Pour l'Autriche et la Hongrie:
L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie
(*L. S.*) Signé: A. WOLKENSTEIN.
(*L.* S.) Signé: VONNERUS.
(*L. S.*) Signé: Baron D'ANETHAN.
(*L. S.*) Signé: A. DE STUERS.
(*L. S.*) Signé: J. HEGERMANN-LINDENCRONE.
(*L. S.*) Signé: L. OUROUSSOFF.
(*L. S.*) Signé: G. HANOTAUX.
(*L. S.*) Signé: LARDY.

La Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti RR. decreti, sotto il numero a caduno preposto ed emanati:

Sulla proposta del Ministro dell'Interno:

N. **II** (Dato a Roma, il 6 gennaio 1901), col quale l'Asilo infantile comunale « Bellardone » di Villata (Novara), viene eretto in Ente morale e ne viene approvato lo Statuto organico.

» III (Dato a Roma, il 6 gennaio 1901), col quale le doti spirituali, dipendenti dalla Pia causa Visconti di Modrone in Milano, furono trasformate a favore dello spedale « Fatebenesorelle » e per il conferimento di borse di studio.

MINISTERO DELLA GUERRA

Ricompense al valor militare.

Determinazione Ministeriale approvata da S. M. in udienza del 13 gennaio 1901:

Medaglia d'argento.

Caetani Livio, sergente d'artiglieria in congedo.

Durante l'assedio delle Legazioni estere in Pechino, per opera dei Chinesi, essendo stato gravemente ferito il comandante del distaccamento italiano, cui erano aggregati anche alcuni stranieri, egli, trovandosi addetto alla Legazione italiana, assumeva il comando del distaccamento, destando l'unanime ammirazione per la condotta da lui spiegata nei varî episodî in cui rifulse il coraggio suo e dei dipendenti.

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

UFFICIALI IN SERVIZIO ATTIVO PERMANENTE.

Stato maggiore generale.

Con R. decreto del 3 gennaio 1901:

Franceschini cav. Clemente, maggiore generale in disponibilità, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 16 gennaio 1901.

Con RR. decreti del 10 gennaio 1901:

Avogadro di Vigliano nob. Pietro, maggiore generale in disponibilità, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 16 gennaio 1901.

Nievo cav. Carlo, tenente generale ispettore delle armi e dei materiali dei corpi, collocato in posizione ausiliaria, per ragione d'età, dal 16 febbraio 1901.

Giardini cav. Enrico, id. comandante divisione militare di Catanzaro — Moreno cav. Gennaro, maggior generale id. id. Ravenna, collocati in posizione ausiliaria, a loro domanda, dal 16 id.

Giletta di San Giuseppe cav. Luigi, id. brigata Umbria, collocato in disponibilità, a datare dal 16 id.

Con R. decreto del 13 gennaio 1901:

Schellini cav. Tommaso, maggiore generale comandante d'artiglieria in Napoli, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 16 febbraio 1901.

Arma dei carabinieri Reali.

Con R. decreto del 3 gennaio 1901:

Mazzoleni Giovanni, capitano legione Palermo, collocato in aspettativa, per motivi di famiglia.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 16 dicembre 1900:

De' Medici Diego, capitano 29 fanteria, collocato a riposo, per anzianità di servizio, dal 1° gennaio 1901, ed inscritto nella riserva.

Con R. decreto del 20 dicembre 1900:

Vitale Umberto, tenente in aspettativa, richiamato in servizio.

Con R. decreto del 23 dicembre 1900:

Praga Cesare, capitano 90 fanteria, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° febbraio 1901.

Con RR. decreti del 30 dicembre 1900:

Viganoni cav. Tullio, colonnello comandante 27 fanteria — Donatelli Michele, capitano 14 id. — Trugandi Francesco, id. 72 id., collocati in aspettativa per motivi di famiglia.

Bianchini Gerardo, id. 28 id., collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.

Lugli cav. Vittorio, id. ufficiale istruttore tribunale militare Ancona, esonerato dalla carica suddetta, dal 1° gennaio 1901.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 6 gennaio 1901:

Melilupi Di Soragna Diofebo, tenente reggimento lancieri di Firenze dispensato, a sua domanda, dal servizio attivo permanente, ed inscritto col suo grado nel ruolo degli ufficiali di complemento, arma di cavalleria.

Arma di artiglieria.

Con R. decreto del 27 dicembre 1900:

Spagnoli Francesco, capitano direzione artiglieria Roma, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° gennaio 1901.

Con R. decreto del 3 gennaio 1901:

Asseroto Paolo, tenente 11 artiglieria, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 6 gennaio 1901:

Piscicelli-Taeggi Giacomo, capitano in aspettativa, richiamato in servizio.

Personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 13 dicembre 1900:

Artale-Alliata cav. Giuseppe, maggiore fanteria in aspettativa per infermità non provenienti dal servizio, trasferito nel ruolo del personale permanente dei distretti, con anzianità 29 agosto 1898, ed ammesso, a datare dal 16 dicembre 1900, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado e personale, come gli ufficiali contemplati dall'articolo 11 della legge 25 maggio 1852.

Personale delle fortezze.

Con R. decreto del 16 dicembre 1900:

Bettinelli Pietro, capitano direzione artiglieria Verona, collocato a riposo, per anzianità di servizio, dal 1° gennaio 1901, ed inscritto nella riserva.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto del 6 gennaio 1901:

Lombardi Giuseppe, sottotenente medico in aspettativa, richiamato in servizio.

Con R. decreto del 10 gennaio 1901:

D'Aloia Giovanni, sottotenente in aspettativa, richiamato in servizio.

Corpo di commissariato militare.

Con R. decreto del 20 dicembre 1900:

Tassi-Carboni Vittorio, capitano in aspettativa, richiamato in servizio.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 3 gennaio 1901:

Tartari Ernesto, capitano contabile in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

IMPIEGATI CIVILI.

Amministrazione centrale della Guerra.

Con R. decreto del 6 gennaio 1901:

Maculani Alberto, vice segretario di 3ª classe, dispensato dal servizio per soddisfare agli obblighi della leva militare.

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con RR. decreti del 23 dicembre 1900:

Manca Giovanni, tenente carabinieri Reali — Marchi cav. Filippo, capitano fanteria, collocati a riposo per anzianità di servizio dal 16 gennaio 1901, ed inscritti nella riserva.

I seguenti ufficiali sono collocati a riposo per anzianità di servizio dal 16 gennaio 1901, ed inscritti nella riserva:

Chiala cav. Valentino, maggiore generale — Sabbia cav. Achille, colonnello artiglieria — Cellario cav. Giuseppe, id. id.—Turchi Galerio, capitano artiglieria (T) — Chiamberlando Vincenzo, id. id. — Broggio Lorenzo, id. personale fortezze — Toselli cav. Ernesto, colonnello genio — Verri cav. Antonio, id. id. — Fiorentino cav. Luigi, maggiore medico — Bertello cav. Filippo, maggiore contabile — Alpa cav. Eugenio, capitano id.

Con R. decreto del 10 gennaio 1901:

Babiani cav. Quintino, tenente colonnello fanteria, richiamato in servizio temporaneo, trasferito ruolo del personale permanente dei distretti e nominato comandante distretto Pavia, dal 1° febbraio 1901.

Ufficiali di complemento.

Con RR. decreti del 13 dicembre 1900:

I seguenti tenenti medici cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età e sono inscritti, a loro domanda, nella milizia territoriale col grado medesimo:

Leoni Leone — Izzo Errico.

Serrano Costantino, capitano medico — Galletti Vittorio Emanuele, tenente medico, cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione d'età, e sono inscritti, a loro domanda, nella riserva, col grado medesimo.

Pontrelli Michele, id. — Lima Salvatore, id., cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione d'età.

B laffi Gustavo, id., accettata la dimissione dal grado.

Toselli Lorenzo, sergente allievo ufficiale in congedo illimitato, laureato in medicina e chirurgia, nominato sottotenente medico di complemento.

Con R. decreto del 17 dicembre 1900:

Mainardi Enrico, sottotenente commissario, accettata la dimissione dal grado.

Con RR. decreti del 30 dicembre 1900:

De Pieri Rinaldo, tenente fanteria — Valsecchi Camillo, sottotenente id. — Artese Nicolò, id. id. — Fucà Agostino, id. id., cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione d'età.

De Hippolytis Filadelfo, sottotenente fanteria, accettata la dimissione dal grado

Salvotti Guido, nominato sottotenente di complemento fanteria con R. decreto 25 dicembre 1898, revocato il R. decreto di nomina anzidetta.

Con R. decreto del 6 gennaio 1901:

Grevi Ferdinando, sottotenente 7 artiglieria, accettata la dimissione dal grado.

Con RR. decreti del 6 gennaio 1901:

I seguenti sergenti sono nominati sottotenenti di complemento d'artiglieria (articolo 11, n. 2, legge 2 luglio 1896, n. 254):

Zanetti Luigi — Ricci Felice — Cabollo Pietro — Fossati Paolo — Mengotti Bernardino — Consorti Arnaldo — Finzi Aldo — Briosi Alessandro — Mignosi Gaspare — Piperno Gino — Criscuolo Vincenzo — Bernardi Giovanni — Solimena Michele — Fresia Giovanni — Longiave Filippo — Cattaneo Ferruccio — Scribano Giovanni — Marro Giacomo — Pievani Carlo — Roversi Carlo — Ferrari Giuseppe — Santero Luigi — Favaro Giuseppe — Bartolomei Giuseppe — Corsi Luigi — Tomasi Lodovico — Ciaramella Ernesto — Morelli Francesco — Manfredini Giovanni — Rossi Duilio — Di Prampero Enrico.

I seguenti sergenti, già volontari di un anno, sono nominati sottotenenti di complemento d'artiglieria (articolo 11, n. 1, legge 2 luglio 1896, n. 254):

Galli Guido — Marcenaro Michelangelo — Cortese Francesco — Cartolari Emanuele — Fanno Marco — Travi Francesco — Borghese Marco.

I seguenti sergenti sono nominati sottotenenti di complemento arma del genio (articolo 11, n. 2, legge 2 luglio 1896, n. 254):

Chierichetti Carlo — Giara Tullio — Capsoni Luigi — De Benedetti Carlo — Rossi Antonio — De Giacomi Gastone — Magli Giulio — Piancastelli Ettore — Vincenzi Enrico — Venchi Luigi — Marsili Baldovino — Bellezza Ettore — Robutti Angelo Ottavio — Deni Silvio — Caselli Adolfo — Vischi Alberto — Pantano Enrico Eduardo — Milani Demo — Savarese Domenico — Sacerdote Guido — Menegazzo Antonio.

I seguenti sergenti, già volontari di un anno, sono nominati sottotenenti di complemento, arma del genio (articolo 1, n. 1 legge 2 luglio 1896, n. 254):

Risacco Palazzi Jacopo — Segre Isacco.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con RR. decreti del 13 dicembre 1900:

Cougnet cav. Alberto, tenente medico, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale per ragione d'età, ed è inscritto, a sua domanda, nella riserva col grado medesimo.

Fraguglia Paolo id., inscritto collo stesso grado ed anzianità nella riserva, a sua domanda.

Ali Alberto, id., accettata la dimissione dal grado.

Con RR. decreti del 30 dicembre 1900:

Conti Vincenzo, capitano fanteria, cessa per ragione d'età di appartenere alla milizia territoriale.

De Tiberiis Serafino, tenente id., accettata la dimissione dal grado.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 13 dicembre 1900:

Maiocchi cav. Tirsi Terzo, maggiore medico, cessa di appartenere alla riserva per ragione d'età, conservando il grado con la relativa uniforme.

Con R. decreto del 30 dicembre 1900:

I seguenti ufficiali cessano di appartenere alla riserva per ragione d'età, conservando il grado con la relativa uniforme:

Arma di fanteria.

Pasini cav. Giovanni, tenente colonnello — Nobile cav. Agostino, maggiore — Ferrari Bravo cav. Adolfo, id. — Figura cav. Innocenzo, id. — Garola cav. Pietro, id. — Fazzi cav. Dome-

nico, capitano — Feudale Raffaele, id. — Viotti Carlo, tenente.

Personale permanente dei distretti.

Peckliner cav. Filippo, colonnello.

MINISTERO DELL' INTERNO

Disposizioni *fatte nel personale dipendente*:

Amministrazione centrale e provinciale.

Con R. decreto del 15 novembre 1900:

Tadiello Angelo, segretario di 1ª classe, dispensato dall'impiego per ragioni di servizio.

Con R. decreto del 18 novembre 1900:

Mercanti Michele, ufficiale d'ordine di 2ª classe, collocato a riposo a sua domanda, per anzianità di servizio, col titolo e grado onorifici di archivista di prefettura.

Con R. decreto del 9 dicembre 1900:

Nigri Salvatore, segretario di 1ª classe, collocato a riposo a sua domanda, per anzianità di servizio ed avanzata età, col titolo e grado onorifici di consigliere di prefettura.

Con R. decreto del 20 dicembre 1900:

Costa rag. Giuseppe, computista di 3ª classe, in aspettativa per motivi di salute, richiamato in servizio a sua domanda.

Con RR. decreti del 23 dicembre 1900:

Provenzani dott. Antonio, sottosegretario, già dispensato dal servizio perchè chiamato sotto le armi, riammesso in servizio.

Jandoli dott. Nicola, segretario di 1ª classe, collocato in aspettativa per motivi di salute, a sua domanda.

Sasso dott. Carlo, id. id., id. id.

D'Ursi dott. Luigi, id. di 2ª classe, id. id.

Con R. decreto del 3 gennaio 1901:

Libutti rag. Salvatore, computista di 3ª classe, dispensato dal servizio, perchè chiamato sotto le armi.

Con RR. decreti del 6 gennaio 1901:

Allocatelli cav. avv. Vittorio, consigliere di 1ª classe nell'Amministrazione provinciale (L. 5000), nominato segretario di Sezione nel Consiglio di Stato (L. 5000).

Verdinois cav. dott. Edoardo, segretario di Sezione nel Consiglio di Stato (L. 5000), nominato consigliere di 1ª classe nell'Amministrazione provinciale (L. 5000), prendendo posto nel ruolo di anzianità fra i consiglieri di 1ª classe, signori Raccioppi cav. dott. Francesco e Lavagna cav. Giovanni.

Mori Ubaldini degli Alberti conte cav. dott. Mario, segretario di 3ª classe, collocato in aspettativa per motivi di salute, a sua domanda.

Ortalli dott. Nicolò, segretario di 1ª classe, in aspettativa per motivi di salute, richiamato in servizio a sua domanda.

Varola dott. Giuseppe, segretario di 3ª classe nell'Amministrazione centrale (L. 2000), nominato, a sua domanda, segretario di 3ª classe nell'Amministrazione provinciale (L. 2000).

Di Fede marchese cav. avv. Giovanni, id. id. nell'Amministrazione provinciale (L. 2000), nominato segretario di 3ª classe nell'Amministrazione centrale (L. 2000).

Palermo di Lazzarini rag. Francesco, computista di 2ª classe nell'Amministrazione provinciale (L. 2000), nominato computista di 2ª classe nell'Amministrazione centrale (L. 2000).

Bartoccini rag. Antonio, id. id., id.

MINISTERO DELLE POSTE E TELEGRAFI

(SERVIZIO DEI TELEGRAFI)

Avviso.

Il giorno 17 corrente, in Leni, provincia di Messina, è stato attivato al servizio pubblico un Ufficio telegrafico governativo, con orario limitato di giorno.

Roma, il 23 gennaio 1901.

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè:

N. 987,905 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per L. 245;

N. 987,906, per L. 80;

N. 1,081,770, per L. 115, intestate a Laveni Emma fu Domenico, minore, sotto la patria potestà della madre Virginia Silva di Paolo, domiciliata a Desio (Milano), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Laveni Paolina Giovannina Emma fu Domenico, minore, ecc., vera proprietaria delle rendite stesse.

A' termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 22 gennaio 1901.

Il Direttore Generale
MANCIOLI.

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO (*Portafoglio*)

Il prezzo del cambio pei certificati di pagamento in valuta metallica dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 23 gennaio, in lire 105,90.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro (*Divisione Portafoglio*).

22 gennaio 1901.

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidati.	5 % *lordo*	99,65	97,65
	4 ½ % *netto*	109,46	108,33 ½
	4 % *netto*	99,29 ½	97,29 ½
	3 % *lordo*	61,59	60,39

CONCORSI

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

AVVISO DI CONCORSO.

Con le norme prescritte del Regolamento universitario, approvato con R. decreto 26 ottobre 1890, n. 7337, è aperto il concorso per professore straordinario alla cattedra di Clinica chirurgica e Medicina operatoria nella R. Università di Bologna.

Le domande, in carta bollata da L. 1,20, ed i titoli indicati in appositi elenchi, dovranno essere presentati al Ministero della Pubblica Istruzione non più tardi del 1° giugno 1901.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi lavori manoscritti.

Le pubblicazioni dovranno, possibilmente, essere in numero di copie bastevole a farne la distribuzione ai componenti la Commissione esaminatrice.

Degli elenchi dovranno inviarsi non meno di sei copie.

Roma, addì 22 gennaio 1901.

Il Ministro
GALLO.

1

AVVISO DI CONCORSO.

Con le norme prescritte dal Regolamento universitario, approvato col R. decreto 28 ottobre 1890, n. 7337, è aperto il concorso per professore straordinario alla cattedra di Chimica clinica nella R. Università di Napoli.

Le domande, in carta bollata da L. 1,20, ed i titoli indicati in appositi elenchi, dovranno essere presentati al Ministero della Pubblica Istruzione non più tardi del 20 maggio 1901.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi lavori manoscritti.

Le pubblicazioni dovranno, possibilmente, essere in numero di copie bastevole a farne la distribuzione ai componenti la Commissione esaminatrice.

Degli elenchi dovranno inviarsi non meno di sei copie.

Roma, addì 7 gennaio 1901.

Il Ministro
GALLO.

2

SOCIETÀ REALE DI NAPOLI

Accademia di scienze morali e politiche.

Concorso per il premio del 1901.

L'Accademia ha deliberato di dare un premio di lire 1000 a chi presenterà la migliore memoria su questo tema:

« Le leggi relative alla proprietà degli oggetti di antichità e belle arti in Italia e all'estero — Studî e proposte ».

Il termine per la presentazione delle memorie è fissato al 31 maggio 1 02.

Accademia d'archeologia, lettere e belle arti.

È stabilito, pel premio di concorso del 1901, il tema: « La vita e le opere di Giovanni Pontano ».

Il lavoro deve fondarsi sopra un'accurata ricerca della vita privata e pubblica del Pontano, e un esame diligente di tutte le sue opere letterarie e scientifiche, sicchè si possa scorgere chiaramente il posto che egli tiene nella cultura contemporanea.

Il concorso è aperto agli scrittori di qualsiasi nazione.

La memoria dev'essere inviata al Segretario della R. Accademia d'archeologia, lettere e belle arti in Napoli, non più tardi del 31 marzo 1902.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO - Martedì 22 gennaio 1901

Presidenza del Vice Presidente CANNIZZARO.

La seduta è aperta (ore 15.30).

COLONNA D'AVELLA, segretario, legge il processo verbale dell'ultima tornata, il quale viene approvato.

Comunicazioni del Presidente
sulla salute del senatore Giuseppe Verdi.

PRESIDENTE. Con animo afflitto devo confermarvi la dolorosa notizia che Giuseppe Verdi è gravemente malato.

La Presidenza ha con ansietà chiesto continue notizie dell'andamento della malattia.

Purtroppo i recenti dispacci ricevuti non alimentano molto le nostre speranze (Impressione).

Nondimeno facciamo voti che l'illustre nostro collega sia ancora conservato all'Italia (Benissimo).

DEL ZIO. Così sia. Ci associamo a questa speranza!

BOCCARDO. Aveva chiesto la parola per esprimere gli stessi voti testè fatti dal Presidente.

A lui non resta, quindi, che pregare la Presidenza di comunicare i sentimenti del Senato all'illustre infermo ed alla sua famiglia, essendo il Verdi una delle vere e pure glorie italiane (Bene!).

FINALI, ministro del tesoro. Dichiara che il Governo del Re si associa ai voti del Senato.

Sunto di petizioni.

COLONNA D'AVELLA, segretario, dà lettura del sunto delle petizioni pervenute al Senato.

Comunicazione.

PRESIDENTE. Comunica una lettera del ministro degli affari esteri con cui trasmette una copia delle convenzioni e delle dichiarazioni stipulate all'Aja in seguito alla Conferenza per la pace.

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE. Ordina l'appello nominale per la votazione per la nomina:

1° di un Commissario in ciascuna delle seguenti Commissioni permanenti:

a) di Finanze;

b) per le Petizioni;

c) per i Trattati internazionali;

d) per i Decreti registrati *con riserva*.

2° di un Commissario di vigilanza all'Amministrazione del Fondo per il Culto.

TAVERNA, segretario, fa l'appello nominale.

Si lasciano le urne aperte.

Nomina di scrutatori.

PRESIDENTE. Estrae a sorte i nomi degli scrutatori.

Essi sono i senatori: Visocchi, Caracciolo di Castagneta, Rattazzi, Borgatta, Di Marco, Vacchelli e Garneri Giuseppe.

Seguito della discussione del progetto di legge: « Disposizioni sull'emigrazione (N. 29 - Urgenza) ».

PRESIDENTE. Ricorda che nella seduta di ieri venne iniziata la discussione generale.

Dà facoltà di parlare al senatore Pierantoni.

PIERANTONI. Ispirato dal sentimento dell'alta tutela del mandato legislativo, parlerà francamente, per adempiere al suo dovere.

Ieri il ministro degli esteri accennò ai sentimenti di umanità ai quali è informato il progetto di legge. Ma questo tutela l'onore nazionale, allevia le sofferenze di coloro che vogliono emigrare, tutela i diritti dell'uomo ed osserva le norme costituzionali?

Dopo avere risposto a tali domande, noterà i difetti del progetto di legge, per conchiudere che, per conseguenza, si asterrà dal votarlo, perchè lo crede un nuovo disinganno dato alle classi sofferenti.

L'Ufficio centrale dichiara che, quantunque riconosca opportuni degli emendamenti, pure ha timore che, qualora fossero adottati, il progetto di legge non sarebbe approvato dall'altro ramo del Parlamento, se vi ritornasse. Questa gli pare una costrizione al diritto parlamentare.

E lo stesso Ufficio centrale formula quattro ordini del giorno, che sono l'espressione dei difetti del progetto stesso. E tali ordini del giorno, in parte inutili, sono in contraddizione con alcune disposizioni del progetto di legge.

Nota il fatto eccezionale che il presente progetto di legge non è che una lista di enunciazioni generali, le quali debbono poi esplicarsi in una serie di regolamenti che verranno dopo, in tempo non determinato.

Si lascia, per questo, ampia facoltà al potere esecutivo non osservandosi l'articolo 6 dello Statuto.

Esaminato così il carattere incostituzionale del progetto, entra nell'esame delle varie disposizioni, che riconosce della più grande importanza, per esporre le sue convinzioni.

Nota la differenza tra il diritto di emigrare e quello di cambiare cittadinanza, e tale differenza non vede rispettata nel progetto di legge. Si riferisce ai precedenti storici italiani, francesi e inglesi.

È rispettata nel presente progetto di legge la libertà che ha ciascuno di uscire dal Regno? Crede di no.

Vorrebbe fosse dimostrato ch'egli s'inganna, allora modificherebbe il suo voto.

Si può fare una netta distinzione tra l'emigrazione temporanea e quella permanente?

Dimostra che ciò non è possibile in modo assoluto.

Quindi non è prudente rimandare ad un Regolamento le disporizioni per tale distinzione.

Può un Governo civile negare ad Italiani, a quelli solamente che viaggiano in terza classe, il diritto di recarsi in punti dove vigono le Capitolazioni?

Il relatore, senatore Lampertico, ha già notato le imperfezioni della legge sulla cittadinanza.

Cita le proposte di modificazione a tale legge, specialmente la relazione sulla legge consolare del 13 aprile 1901.

La questione della cittadinanza è di diritto pubblico; ma nel presente progetto di legge va considerata in relazione al conflitto al quale può dar luogo nei rapporti tra le legislazioni straniere sull'argomento e la nostra.

Porta l'esempio della contraddizione tra la legge italiana quanto al servizio militare e la legge vigente nella Repubblica Argentina

Ritiene impossibile la condizione fatta ai figli degl'Italiani all'estero dal quarto capoverso dell'articolo 33 del progetto di legge.

Si fa un danno enorme all'emigrazione, ai vincoli familiari, col sesto capoverso dello stesso articolo 33, che è lesivo della libertà individuale, creandosi da una parte l'arbitrio e dall'altra il privilegio.

Bastava disporre che gl'Italiani, nati in paesi dove debbono sottostare al servizio militare, sono esenti dallo stesso servizio in Italia.

Ha veduto maltrattato anche il servizio dei vettori.

Il relatore ha detto ch'è tempo di tutelare l'onore nazionale.

Forse disonorano il loro paese all'estero i nostri operai? (Segni di denegazione).

Enumera i grandi lavori fatti dai nostri operai fuori dell'Italia, le imprese, che tornano ad onore della loro patria.

Il senatore Vitelleschi ha già notato che il Governo non ha saputo preparare l'emigrazione, la quale raggiunge il massimo limite nelle provincie dove maggiore è la miseria.

I Governi stranieri si lagnano principalmente dell'analfabetismo degli emigrati italiani.

Con gli espedienti amministrativi è facile regolare l'imbarco degli operai in terza classe; è facile proteggere l'emigrante in mare.

Ma per l'arrivo non vi sono che promesse, data l'esiguità delle somme di cui può disporre il ministro degli esteri, e che può mettere a disposizione dei nostri agenti consolari.

Non ha fiducia che l'istituzione del commissariato possa modificare l'attuale stato di cose.

Occorrono, invece, la riforma del corpo consolare, l'aumento del fondo a disposizione del Ministero degli affari esteri e lo studio accurato dei trattati internazionali.

Nota che l'articolo 36 del progetto modifica le disposizioni del Codice civile sull'argomento; non ne comprende la ragione. Si crea un privilegio con semplice decreto Ministeriale.

Per quanto ha esposto, crede che il presente progetto di legge non provveda ai bisogni urgenti reclamati dalle nostre condizioni sociali ed economiche, nè risponde, in alcuni punti, ai principî del diritto pubblico internazionale; anzi segna un ritorno ai principî feudali, peggiorati dalla clientela politica.

Questo progetto di legge, come tutte le altre leggi dette di tutela sociale, è destinato a non produrre gli effetti sperati.

Crede di aver compiuto il suo dovere nell'esporre le sue convinzioni (Bene!).

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione.

Prega gli scrutatori sorteggiati di voler procedere allo spoglio delle urne.

Ripresa della discussione.

LAMPERTICO, relatore. Le osservazioni del senatore Pierantani concernono in primo luogo il Regolamento; nota subito che ciò che è rimosso in questa legge al Regolamento non riguarda quistioni di principio, quindi non può dirsi vi sia alcuna lesione del potere legislativo.

Spiega il concetto informatore dell'articolo 38, censurato dal senatore Pierantoni, e nota come esso sia conforme alla pratica costituzionale.

Osserva poi che le disposizioni relative al servizio militare hanno formato oggetto di varî progetti di legge, e si è per ciò che il relatore non ha creduto di soffermarsi troppo a lungo su di esse.

Nota che le disposizioni concernenti la cittadinanza sono venute quasi nuove al Senato ed il relatore non ha potuto trattare tale argomento, per la strettezza del tempo, alla stregua dei precedenti parlamentari.

L'argomento della cittadinanza non è solo di diritto pubblico interno, ma la sua risoluzione esige una certa consentaneità internazionale. È certo che il ministro degli esteri accoglierà l'invito del senatore Pierantoni, di porre i nostri consoli in grado di dare piena esecuzione a questa legge.

Quanto alle altre osservazioni del senatore Pierantoni, vi sarà campo di trattarne nella discussione degli articoli.

Combatte poi le argomentazioni del senatore Vitelleschi, il quale è così poderoso oratore che quando non divide le sue opinioni egli lo teme (Si ride).

Però il discorso del senatore Vitelleschi, per quanto formidabile, venne a conclusioni tali delle quali non può non rallegrarsi.

Spera che il Senato vorrà approvare gli ordini del giorno proposti dall'Ufficio centrale, i quali mirano a questo: che si possa dare buona esecuzione alla legge e si possa trarre da essa il maggior profitto possibile.

Dimostra che il presente progetto non è legge amministrativa, ma ha carattere eminentemente sociale.

L'emigrazione è stata sin qui regolata solo da leggi di polizia; ma i caratteri della emigrazione odierna sono assai diversi dall'antica.

Si è accusato il Governo e l'Ufficio centrale di voler regolare un fatto che seguirà il suo corso per legge naturale; e nello stesso tempo si è detto che si fa troppo poco.

Il senatore Vitelleschi, per esempio, vorrebbe che si facesse ciò cui non è riuscito neppure il Gladstone.

L'oratore ricorda in proposito il manifesto di Gladstone del 1841 e l'opinione espressa da Stefano Jacini circa i pregiudizî sull'emigrazione, per inferirne come gli effetti dell'emigrazione vengano talvolta esagerati; rileva che nei paesi, dove emigrazione non vi è, la popolazione diminuisce, ed aumenta invece in quelli dove l'emigrazione compensi l'eccedenza delle nascite sulle morti.

Certo vi sono delle necessità inesorabili che determinano la emigrazione: ma non si può avere in essa il regolatore della popolazione nè il rimedio certo del pauperismo.

Ma l'emigrazione naturale, spontanea, non è perciò meno buona, meno giusta, meno sacra: essa molto può per la prosperità degli emigranti capaci, per la liberazione della patria da fomiti di perturbazioni, per una clientela di traffici, per occupazioni lucrative.

Dice come nella sua relazione egli ha commentato tutte le disposizioni che facilitano l'emigrazione, che, a torto, si dice lo Stato cerca di ostacolare.

Lo Stato ha il dovere ed il diritto di regolare questo fenomeno sociale.

Lo Stato deve proteggere gli emigranti dalle promesse fallaci che li possono indurre in errore.

Lo Stato deve impedire le coalisioni delle società di emigrazione e degli armatori, promuovendo la concorrenza a favore degli emigranti.

Dimostra come con questo disegno di legge si migliori la condizione dei noli e come il fondo di beneficenza stabilito vada tutto a favore degli emigranti.

Si augura che il Senato approvi il progetto di legge che porta pure sanzioni più efficaci contro il turpe mercato dei fanciulli giròvaghi fra i lubrici chiassuoli di città immense (Bene).

I nostri ordini del giorno non sono affatto irriverenti nè verso il Senato, nè verso il Governo del Re. Essi mirano a che la legge sia ben eseguita, perchè dal modo della sua esecuzione dipenderà il conseguimento dei beneficî che essa si propone.

Si è fatta censura al relatore di aver parlato nella sua relazione di onor nazionale. Ora l'oratore si sente in dovere di ripetere che il progetto di legge salva l'onore nazionale, perchè pone l'Italia alla pari degli altri Stati che hanno tutti leggi simili a quella oggi in discussione.

Non crede che si tuteli meglio l'onore nazionale non provvedendo alle tristi condizioni dei nostri emigranti. Si potrà il progetto migliorare in avvenire, ma intanto urge la sua approvazione.

E conchiude dicendo essere un errore quello di far credere ai giovani che più della patria sia oggi doveroso amare l'umanità: protesta con tutte le sue forze contro tale asserzione, perchè non arriva ad amare l'umanità chi non comprende e non ama la patria sua (Vivi e prolungati applausi).

ODESCALCHI, dell'Ufficio centrale. Fa alcune dichiarazioni per spiegare la sua attitudine personale. Ricorda le due ragioni per le quali l'Ufficio centrale si è mostrato favorevole al progetto di legge senza proporre alcuna modificazione.

Egli però non crede opportuna la ragione di evitare il ritorno del progetto di legge all'altro ramo del Parlamento, convinto che questo finirebbe per approvarlo, qualora il Governo mostrasse un po' di buona volontà.

Non ritiene questo progetto di legge veramente buono e completo; è semplicemente un principio, una buona intenzione. Perciò si riserva di parlare sugli articoli e di proporre degli emendamenti o di accettare quelli che fossero presentati da altri e rispondessero alle sue convinzioni.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

(Il risultato delle votazioni di oggi sarà proclamato nella seduta di domani).

Levasi (ore 18).

R. ACCADEMIA DEI LINCEI

Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche

Seduta del 20

Presidenza del senatore BLASERNA

Il segretario Guidi presenta le pubblicazioni giunte in dono, segnalando quelle inviate dal corrispondente Ellero e dai signori Consoli, Labruzzi, Ambrosoli, Maes, Linschmann e Schuchardt. Lo stesso segretario fa inoltre particolare menzione di una stupenda edizione, donata da Lady Meux all'Accademia, di un testo abissino sui « Miracoli della Vergine Maria ».

Il socio Monaci offre, a nome del socio Sabatier, la pubblicazione: « De l'authenticité de la légende de Saint François, dite des trois compagnons ».

Il socio Lanciani presenta l'ottavo ed ultimo fascicolo della « Forma Urbis Romae ». Questo fascicolo è accompagnato da una pianta d'insieme delle 46 tavole e da indici copiosissimi.

Il socio Gatti fa omaggio di una pubblicazione del sig. Giampietri intitolata: « Nuovo sistema di prospettiva pratica per artisti ed architetti » e ne parla.

Il socio Betocchi offre il suo lavoro a stampa: « I lavori del Tevere e l'isola Tiberina ».

Il presidente Blaserna dà il doloroso annuncio della morte del socio straniero Hermitte; la Classe approva l'invio d'un telegramma di condoglianza all'Accademia di Parigi.

Il segretario Guidi comunica che al concorso al premio Reale per la Storia e Geografia, del 1900, presero parte i signori: De Bottazzi, Guardione, Labruzzi, Oberziner, Manfroni, Pais, Persico. Al concorso ai premî del Ministero della Pubblica Istruzione per le scienze filosofiche o sociali, del 1900, presero parte i signori Benedetti, Covotti, Gentile, Rinaudi, Marchesini.

In seguito alle conclusioni di una Commissione esaminatrice formata dai soci Cipolla e Balzani, si approva un ringraziamento al prof. Faraggiana per la comunicazione del suo lavoro: « Pisa nel Medio Evo ».

Sono da ultimo presentate le seguenti Note per l'inscrizione nei Rendiconti:

1. Monaci — « Sull'antichissimo volgarizzamento italiano dell'*ars notaria* di Rainerio da Perugia ».
2. Carle — « Sul compito odierno della filosofia del diritto ».
3. Tocco — « Sul processo dei Guglielmiti ».
4. — « Notizie sulle scoperte di antichità dello scorso mese di dicembre » pres. dal presidente.
5. Guglielmo — « Sulla misura assoluta della pressione atmosferica mediante il ludione » pres. dal socio Blaserna.

DIARIO ESTERO

Scrivono da Londra al *Piccolo*:

Il *Daily Telegraph* pubblica il resoconto di una conversazione che ebbe il suo corrispondente a Bruxelles col sig. Fischer, delegato dello Stato libero d'Orange, che si trova da parecchi mesi in Europa.

« Disperata la nostra causa?! - ha detto presso a poco il Fischer. - Ma siete voi che lo pensate in Inghilterra, perchè ignorate i fatti. Noi abbiamo la coscienza del nostro diritto; non volemmo la guerra, nè la provocammo, sebbene tecnicamente abbiamo sparato il primo colpo; noi crediamo, checchè avvenga, di riuscire necessariamente vittoriosi alla fine. Può darsi che le nostre forze attuali vengano schiacciate, ma la nostra razza giammai. Finchè le nostre donne avranno figliuoli, l'elemento *dutch* rimarrà come un pericolo permanente per l'Impero Britannico.

« Obbligarci a cedere per esaurimento? È impossibile: un Boero non è un Inglese raffinato: i suoi bisogni sono limitati: può portarsi da mangiare in sella per quindici giorni; può cavalcare notte e giorno per un mese; può dormire a due passi dal suo cavallo.

« Durezze? Qui è dove voi vi sbagliate: noi siamo abituati a questa vita e ci fa ben poca differenza. Cibo e munizioni?

« Ma ci son provveduti dal contribuente inglese! Il cibo e le munizioni, pagati colle vostre borse ed inviati ai vostri soldati, che noi catturiamo qua e là, sono più che sufficienti per noi. Inoltre il tempo e la pazienza sono dalla nostra....

« Presto o tardi l'Inghilterra si troverà in guerra con qualche Potenza, ed allora noi insorgeremo come un sol uomo...

« Autonomia e *self-governement?!* Vanno bene per i Canadesi e per gli Australiani che sono d'origine inglese; noi siamo *dutch* e vogliamo restar tali; e poi, non è detto che istituzioni politiche, le quali funzionano bene in un paese, debbano funzionare egualmente bene in un altro ».

Tali le opinioni che ha espresso il Fischer, il quale - a detta dello stesso *Daily Telegraph* - è sempre stato un elemento moderato, anzi, sospetto di anglofilia.

* * *

L'*Agenzia Reuter* reca un telegramma da Standerton, in cui è detto:

« I Delegati della Commissione per la pace, che si erano recati il 18 corrente a Zontpausdriff per trattare con i Boeri, sono ritornati qui. Essi riferiscono avere i Boeri detto loro che sono provvisti, in abbondanza, di viveri, di munizioni e di altri materiali da guerra; che non sono affatto preoccupati riguardo alle loro famiglie, a mantenere le quali pensano gli Inglesi, e che non possono quindi accettare la pace alle condizioni loro proposte.

* * *

Il *Bollettino delle ordinanze militari*, di Berlino, pubblica un'ordinanza imperiale nella quale l'Imperatore esprime i suoi ringraziamenti all'esercito. Nell'ordinanza è detto fra altro:

« Il Re e l'esercito sono in Prussia indivisibili l'uno dall'altro. Lo spirito coltivato nell'esercito da tutti i Re prussiani succedutisi, rese l'esercito tale quale deve essere veramente; esso è divenuto nella mano del Re una forte e fida arma per la difesa e la salute della grande patria. Servire la patria alla testa dell'esercito è mia volontà, come fu già il voto di tutti i miei antenati. Per due secoli l'esercito ha confermato la verità del detto del grande Re: Il mondo sulle spalle d'Atlante non poggia più sicuro della Prussia sulle spalle del suo esercito.

« Durante questo lungo corso di tempo l'esercito testimoniò ripetutamente col sangue il suo affetto e la sua fedeltà al Re. Perciò ringrazio l'esercito col cuore commosso; lo ringrazio della devozione dimostrata a me ed alla mia Casa al servizio della patria. Fino a tanto che questo spirito di devozione unirà l'esercito al suo Re, la Prussia non avrà a temere procelle e l'aquila prussiana potrà continuare il suo volo ardito per il bene della Prussia e della Germania tutta ».

La morte di S. M. la Regina Vittoria

Un dispaccio di stanotte all'*Agenzia Stefani*, da Osborne, annunzia che S. M. la Regina d'Inghilterra Imperatrice delle Indie, è morta alle 6,45 pomeridiane di ieri.

Questo annunzio, che piomba nel lutto il vasto Impero britannico, avrà larga eco anche negli altri paesi, dove sono altamente apprezzati i meriti insigni dell'Augusta Estinta.

La Regina Vittoria, oltre alle doti regali, che rimarranno segnate a caratteri indelebili nella storia della sua grande Nazione, oltre ai pregi intellettuali, ond'era ammirata dalle classi più colte, possedeva in sommo grado le virtù famigliari, che la resero popolare nel mondo e adorata dalla numerosa sua discendenza.

Vittoria Alessandrina nacque a Londra il 24 maggio 1819. Figlia del Principe Edoardo duca di Kent, successe a suo zio Re Guglielmo IV, morto nel 1837, e fu incoronata il 28 giugno 1838 Regina del Regno Unito della Gran Bretagna, d'Irlanda e delle Colonie, acquistando in seguito il titolo d'Imperatrice delle Indie. Il 10 febbraio 1840 si unì in matrimonio col Principe Alberto di Sassonia-Coburgo-Gotha, duca di Sassonia.

A lei succede, nel Regno, il suo figlio secondogenito, Principe Alberto Edoardo di Galles, nato a Londra il 9 novembre 1841.

L'impressione destata in Inghilterra e nelle altre nazioni dalla grave perdita, ci vien fatta nota dai seguenti dispacci che ci comunica l'*Agenzia Stefani*:

Londra, 22. — Il bollettino ufficiale che annuzia la morte della Regina dice che la Regina è morta alle ore 6.45 pom.

Il primo lord della Tesoreria, Balfour, ha telegrafato da Osborne al Conte di Pembroke, grande intendente di Corte, che la Regina è morta tranquillamente alle 6,30 pom.

La notizia della morte della Regina è stata comunicata al pubblico che si affollava fuori le porte del Castello di Osborne alle ore 7,8.

Londra, 22. — Il lord Mayor ha ricevuto verso le ore 7 pom. il seguente telegramma del Principe di Galles da Osborne:

« Alle ore 6,45 mia madre, l'amatissima Regina, si è spenta circondata dai suoi figli e nipoti. Firmato: *Alberto Edoardo* ».

Il lord Mayor ha riposto col seguente telegramma:

« Il telegramma di V. A. R. che annunzia la grave perdita della nazione è stato da me ricevuto con afflizione e dolore profondo. Ho comunicato questa tristissima partecipazione ai miei concittadini. Il nome e la memoria di S. M. vivranno per sempre nei cuori del suo popolo. Permettetemi di offrire rispettosamente a V. A. R. ed a tutti i membri della Famiglia Roale, le espressioni di simpatia e le condoglianze le più sincere della città di Londra in occasione del Vostro grave lutto ».

Londra, 22.— Appena conosciutasi la notizia della morte della Regina Vittoria tutti i ritrovi pubblici sono stati chiusi.

Per le vie si formano gruppi di persone che commentano dolorosamente la sciagura nazionale. Regna in tutti profonda emozione. I giornali che sono usciti listati a lutto e pubblicano la notizia della morte della Regina, vengono avidamente letti.

Al Castello Reale di Osborne comincia ad affluire immenso numero di dispacci di condoglianza.

Al momento della catastrofe si trovavano al capezzale della moribonda l'Imperatore di Germania, il Principe di Galles, tutti gli altri Principi e Principesse Reali.

Londra, 22. — Una folla immensa, profondamente addolorata, lesse il dispaccio ufficiale annunziante la morte della Regina affisso alla Mansion House. Le campane suonano a morto. I teatri sono chiusi. Le edizioni dei giornali listati in nero si susseguono.

Secondo la costituzione il ministero deve dimettersi, ma è certo che il nuovo Re lo confermerà in carica.

Si crede che il Parlamento si riunirà nel pomeriggio di domani.

Il Re si recherebbe subito a Londra per prestare il giuramento, in occasione del suo avvenimento al trono, dinanzi al Consiglio privato.

Parigi, 22. — Secondo il *Soir* la Camera ed il Senato si aggiorneranno domani in segno di lutto per la morte della Regina Vittoria.

Londra, 23. — Le vie principali della città presentavano, iersera, uno spettacolo doloroso. I teatri ed altri pubblici ritrovi erano stati chiusi immediatamente, appena conosciuta la morte della Regina.

Migliaia di persone delle provincie e dei sobborghi che non si attendevano la morte della Regina e si trovavano a Londra senza occupazione, circolavano lungo le vie, discutendo il grande avvenimento.

Una folla immensa si riuniva davanti la Chiesa Cattedrale di San Paolo, attendendo non si sa cosa, ma ascoltando i lugubri rintocchi della grossa campana, la cui eco si diffondeva per tutta la City.

Numerosi gruppi stazionavano dinanzi gli uffici dei giornali nel *Fleet Street*, leggendo e rileggendo i bollettini affissivi.

Dappertutto la popolazione indicava col suo contegno di essere in preda ad un vivo sentimento di lutto nazionale.

Londra, 23. — Si annunzia ufficiosamente che il nuovo Re, l'Imperatore Guglielmo ed i Principi e le Principesse Reali si recheranno oggi di buon'ora a Londra.

Si crede che la salma della Regina Vittoria sarà trasportata, venerdì o sabato, a Windsor.

Si assicura che, durante il pomeriggio di ieri, i membri della Famiglia Reale furono chiamati tre volte al capezzale della Regina: l'ultima volta alle 3,30. Da quel momento essi non lasciarono più la camera.

La Regina riprendeva conoscenza di quando in quando.

La fine giunse con stragrande rapidità.

La Duchessa di York arrivò nella Camera appena in tempo per assistere agli ultimi momenti della Regina.

Il Principe Imperiale di Germania è atteso domani.

L'annunzio ufficiale della morte, pubblicato stanotte, dice: « In seguito alla morte della Regina, i Membri del Parlamento si riuniranno oggi, mercoledì, per permettere ai Membri della Camera dei Lordi e dei Comuni di prestare giuramento di fedeltà al nuovo Re ».

Londra, 23. — Il Proclama del nuovo Re che verrà letto solennemente dagli Araldi, sarà pubblicato al *Saint James Palace*. Poscia gli Araldi, che indosseranno abiti sontuosi del medio evo, leggeranno il Proclama al *Royal Exchang Charing Cross* ed in altri punti di Londra.

Secondo le antiche costumanze il Proclama reale si leggerà pure nelle capitali delle Colonie.

L'Arcivescovo, i Vescovi ed i Giudici saranno ricevuti in udienza al *Saint James Palace* dal Re, al quale bacieranno la mano.

Il Duca di Norfok che, per eredità, è il conte maresciallo d'Inghilterra, emetterà, subito, l'ordine del lutto nazionale.

Washington, 23. — Il Presidente della Confederazione degli Stati-Uniti, Mac Kinley, appena conosciuta ufficialmente la morte della Regina Vittoria, inviò al nuovo Re un dispaccio di condoglianza, esprimendogli la parte che prende il popolo degli Stati-Uniti al lutto dell'Inghilterra.

Anche il Segretario di Stato, Hay, telegrafò condoglianze al Ministro degli esteri inglese, marchese di Lansdowne, esprimendogli la simpatia del Governo degli Stati-Uniti.

Parigi, 23. — Il Ministro degli affari esteri, Delcassé, appena ricevuto il telegramma che gli annunziava la morte della Regina Vittoria, tosto lo comunicò al Presidente della Repubblica, Lou-

bet, e poscia si recò all'Ambasciata inglese a presentare le condoglianze del Governo.

Londra, 23. — Pervengono telegrammi di condoglianza da tutte le parti dell'Inghilterra, dalle Colonie inglesi e da tutti i punti del globo.

Il Presidente della Confederazione degli Stati-Uniti, Mac-Kinley, telegrafò le condoglianze degli Stati-Uniti, esprimendo sensi di simpatia e rammarico verso la defunta Regina, che impiegò la sua alta influenza per la pace e si seppe acquistare l'affetto del mondo intero.

Washington, 23. — Il Senato e la Camera dei Rappresentanti hanno approvato mozioni che esprimono condoglianze per la morte della Regina Vittoria; e quindi hanno tolto la seduta in segno di lutto.

La bandiera a mezz'asta venne issata alla Casa Bianca.

Vienna, 23. — I giornali pubblicano caldissime necrologie della Regina Vittoria e salutano il nuovo Re con vivissima simpatia.

La *Wiener Zeitung* dice che l'Imperatore Francesco Giuseppe perde nella Regina Vittoria una fedele amica.

Il popolo inglese, che ora piange sul suo feretro, fu sempre amico dell'Austria-Ungheria.

Londra, 23. — I giornali pubblicano articoli di rimpianto per la morte della Regina.

Il *Times* dice che la morte della Regina Vittoria è un lutto senza eguale, e soggiunge che il mondo intero sente la perdita che fa l'umanità.

Il *Daily Telegraph* dice che la Regina fu una donna di supreme doti e che fu la più elevata e la migliore fra tutte.

Lo *Standard* dice che la Regina rafforzò la Monarchia, amando il popolo.

Il *Daily Express* dice che i sudditi inglesi conserveranno memoria dell'amore che la Regina ebbe per essi.

Il *Daily Graphic* dice che la Regina seppe regnare, perchè amò l'onore e la virtù.

Il *Daily News* dice che il nome della Regina Vittoria rimane come rappresentante del sentimento umanitario nella politica.

Il *Daily Mail* constatà che la Regina scompare in un momento in cui l'Inghilterra avrebbe più bisogno di essa.

San Remo, 23. — La Colonia inglese è in lutto per la morte della Regina Vittoria e si raduna per deliberare sulle onoranze da renderle.

Venne sospeso il gran ballo all'*Hôtel Savoy*.

Cowes, 23. — L'ebanista di Corte e giunto iersera ad Osborne per occuparsi degli ultimi preparativi del feretro.

Non si sa ancora nulla circa le intenzioni dell'Imperatore Guglielmo, ma si crede che egli non ripartirà oggi.

Il Re, il Duca di York, il Duca di Connaught, il Principe Cristiano ed il primo lord della Tesoreria, Balfour, si sono imbarcati stamane alle ore 9,40 a bordo dell' *yacht Albert* per Portsmouth ove prenderanno il treno delle 10.50 per Londra.

Il Re ed il Duca di York ritorneranno ad Osborne stasera.

Per ordine del Re non vennero fatte le salve alla partenza dell'*yacht Albert*.

NOTIZIE VARIE

ITALIA

S. M. il Re, accompagnato dal generale Brusati e dagli ufficiali di servizio, onorò stamane di una sua visita il magazzino centrale della Croce Rossa, al Colosseo.

Erano a riceverlo il Presidente dell'Associazione, senatore Taverna, i Vice Presidenti, i membri del Consiglio direttivo ed i delegati del Governo.

S. M. esaminò attentamente tutto il materiale sanitario e volle essere minutamente informato di tutto l'andamento dell'Associazione e dei suoi mezzi.

La visita durò circa un'ora, e nel congedarsi S. M. ebbe vive parole di elogio per l'opera dell'Associazione e pel modo col quale trovò disposto e custodito l'abbondante materiale contenuto nel magazzino centrale.

Stamane, per la morte di S. M. la Regina Vittoria d'Inghilterra, Imperatrice delle Indie, la bandiera nazionale sventola, abbrunata ed a mezz'asta, dagli edifici pubblici.

Alla sede dall'Ambasciata Inglese, a via Venti Settembre, sono dei registri che si coprono di firme di condoglianza. Sonosi recate a firmare tali registri le LL. EE. i Ministri e Sotto Segretari di Stato, i membri del Corpo diplomatico, moltissimi uomini politici e ragguardevoli cittadini appartenenti alla aristocrazia della nascita, dell'intelligenza, della finanza.

Le LL. MM. hanno telegrafato le Loro condoglianze al Re d'Inghilterra ed alla Imperatrice Federico.

S. E. l'on. Ministro Visconti-Venosta si è recato, alle 11 di stamane, a far visita all'Ambasciatore lord Currie.

Il R. Incaricato d'affari in Londra è stato telegraficamente incaricato di presentare al Governo britannico le condoglianze del R. Governo.

— Il Sindaco di Roma, principe Colonna, ha spedito il seguente dispaccio:

« Lord Mayor

Londra.

« Nome Roma associomi vivamente dolore e grande lutto che colpisce cotesta Metropoli e tutto Impero britannico perdita beneamata Regina Vittoria ».

Giuseppe Verdi. — Le notizie che giungono da Milano sullo stato dell'illustre vegliardo, dolorosamente, non sono molto rassicuranti.

L'*Agenzia Stefani* in proposito ci comunica i seguenti dispacci:

Milano, 22. — È stato pubblicato stasera alle ore 8 un nuovo bollettino sullo stato di salute del maestro Verdi.

Il bollettino dice: « Durante la giornata brevi periodi di agitazione si alternarono con periodi più lunghi di assopimento. Si notarono frequenti irregolarità di polso e di respiro. La temperatura è leggermente febbrile. Persiste immutato il grado della emiplegia destra. Lo stato grave perdura stazionario ».

Continuano a giungere telegrammi da ogni parte del mondo.

Ha telegrafato anche il Ministro della Casa Reale, generale Ponzio-Vaglia, in nome di S. M. il Re. Sono giunti pure dispacci del Duca d'Aosta e dell'onorevole Ministro Visconti-Venosta.

Attorno all'*Hôtel Milan* continua la ressa della gente ansiosa di notizie.

Milano, 23. — Il bollettino sullo stato di salute del maestro Verdi pubblicato stamane alle ore 8 dice: « Notte agitata fino alle 3 ant., indi tornò calma La temperatura si manteneva quasi sempre poco al di sopra di 38°. Le pulsazioni oscillavano tra 76 e 90. Nessun accenno a diminuzione dei fatti cerebrali. Lo stato del maestro è sempre grave, ma non peggiorato ».

S. E. il Ministro Branca in Campania. — Il Ministro dei Lavori Pubblici, on. Branca, accompagnato dagli on. deputati Pavoncelli, De Renzis e Montagna, dal Sindaco di Capua, dal suo capo di gabinetto e dai funzionari del Genio Civile si recò ieri a Cancello Arnone e venne ricevuto cordialmente dalla popolazione.

Al Sindaco di Cancello, che lo interessava, diede sicuro affidamento per la costruzione sollecita del ponte sul Volturno, attendendosi soltanto l'approvazione del progetto già redatto.

Alle ore 12 l'on. Ministro ripartì per Mondragone e visitò i canali delle bonifiche, rendendosi esatto conto dei lavori eseguiti e da eseguirsi. A Mondragone fu ricevuto affabilmente ed ospitato dal Sindaco, al quale promise di raccomandare all'on. Ministro Guardasigilli un memoriale presentatogli circa i desiderati del mandamento di Carinola e di occuparsi delle altre questioni espostegli.

S. E. l'on. Branca è ripartito nel pomeriggio per Castelvolturno, dove visitò il nuovo argine stradale in costruzione, si recò per la parte alta del nuovo diversivo di colmata alla località Bartolotti dove lavoravano oltre mille operai. In tale visita l'on. Ministro venne accompagnato anche dal Sindaco e dal Segretario del Comune di Castelvolturno. L'on. Ministro quindi assistette alla partenza degli operai dal lavoro, provenienti da Mondragone, Carinola, Grazzanico, Curto, Sannicolo Reale, Capodrise e Casal di Principe.

Alle ore 17 l'on. Ministro fece ritorno, ospitato a Torre Pescopagano, dall'on. Pavoncelli.

Croce Rossa Italiana. — Il corpo consolare di Corumbà (Brasile) ha fatto tenere alla Croce Rossa Italiana lire cinquecento in oro, in omaggio alla memoria del compianto suo Alto protettore S. M. il Re Umberto I.

La Croce Rossa ha destinato questa somma a beneficio del fondo pei nostri soldati in Cina e loro famiglie.

Alla Croce Rossa sono inoltre pervenute, per lo stesso scopo, le seguenti offerte: dalla signora Silvia Gazzetta, rappresentante della Croce Rossa Italiana in Sossano L. 10; dal sig. dott. Aristide Vedovi, delegato comunale di Piove di Sacco L. 56,05; dal sig. cav. dott. Gino Del Prete, presidente del Sottocomitato della Croce Rossa in Viareggio L. 21. La Croce Rossa esprime la sua viva riconoscenza agli oblatori.

Società della Palombella. — Domani alle ore 15, nell'Aula Magna del Collegio Romano, il prof. A. Chiappelli terrà la prima delle due conferenze che hanno per tema « Le speranze del secolo nuovo ».

Marina militare. — L'altra sera fece ritorno a Massaua la R. nave *Provana*, trasportando i pochi uomini rimasti sulla *Cariddi*, per gli ultimi recuperi.

Lo scafo della *Cariddi* è stato abbandonato al punto d'incaglio sulla costa degli Abab e precisamente a 16.51 di latitudine e 39.5 di longitudine.

Congresso geografico nazionale. — Questo Congresso, del quale abbiamo fatto cenno qualche giorno addietro, va assumendo sempre più una maggiore importanza, sia per le persone che hanno già assicurato il loro intervento, sia per le memorie che vi saranno lette, sia per i temi che vi saranno trattati.

Il Congresso si dividerà in quattro sezioni:

a) scientifica (geografia, matematica, cartografia, geografia, geografia fisica, esplorazioni e viaggi);

b) economico-commerciale (emigrazione, colonizzazione);

c) didattica;

d) storica (storia della geografia e della cartografia).

Crediamo che la parte che avrà maggiore svolgimento — come quella che tocca interessi nazionali grandi e vivi — sarà la economica-commerciale, specialmente per quanto riguarda la colonizzazione.

Le sedute del Congresso si terranno nel palazzo della Permanente, in via Principe Umberto. Esso sarà tutto, per dieci giorni a disposizione della detta adunanza.

Il sindaco, comm. Giuseppe Mussi, rispose con una lettera assai cortese a quella che gli partecipava la nomina a presidente onorario, ed assicurò che il Municipio avviserà ai modi più opportuni per bene accogliere i congressisti.

In onore di questi, come già annunziò il cav. Meazza, sarà dato un ricevimento alla Patriottica.

Le spese del Congresso, oltre che dalle quote degli aderenti, saranno sostenute mercè i versamenti della Società geografica e Società d'esplorazione, e dai sussidî che, si spera, si avranno dai più importanti Enti milanesi.

Un egregio artista sta disegnando la tessera.

La targhetta commemorativa riprodurrà il quadro di Tran-

quillo Cremona, rappresentanto Marco Polo davanti al gran Kan dei Tartari.

I premiati all'Esposizione di Parigi. — La Camera di commercio ed arti di Roma comunica che i diplomi e le medaglie conferite agli espositori ed ai loro collaboratori saranno rimesse dal Commissariato francese ai singoli Commissariati esteri, affinchè a loro volta ne curino l'invio agli interessati. La distribuzione dei diplomi e delle medaglie non potrà però aver principio che a partire dai primi mesi dell'anno 1901, procedendo per ordine numerico di classe.

In conformità di queste disposizioni e degli accordi presi col Commissariato francese, gli espositori italiani « Hors Concours » o premiati con gran premio, con medaglia d'oro e d'argento, che desiderino di avere l'esemplare in oro od in argento della medaglia loro spettante, dovranno, entro il più breve termine, rivolgere analoga domanda al Commissariato italiano di Parigi, 71, rue de Monceau, rimettendo ad esso, in pari tempo, l'ammontare, in valuta oro, del prezzo della medaglia (franchi 710 per la medaglia d'oro, fr. 22 per quella d'argento), da pagarsi alla Zecca di Parigi per la coniazione.

Marina mercantile. — Ieri l'altro i piroscafi *Manilla* e *Gottardo*, della N. G. I, proseguirono il primo da Barcellona per il Plata ed il secondo da Alessandria d'Egitto per Napoli; il piroscafo *Bormida*, anche della N. G. I., partì da Bombay per Hong-Kong. Ieri il piroscafo *Regina Margherita*, della N. G. I, giunse a Montevideo ed il piroscafo *Manilla*, anche della N. G. I., da Tangeri proseguì per il Plata

— Ieri pure il piroscafo *Werra*, del N. L., è partito da New-York per Genova.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

BARCELLONA, 22. — Una Commissione della Repubblica Argentina partirà fra quattro giorni per Roma, onde presentare al Consiglio comunale una corona dedicata a Re Umberto.

SOFIA, 22. — Si considera come deciso che il Ministro dell'interno, Petrow, assumerà provvisoriamente il portafoglio degli affari esteri.

LONDRA, 22. — Lo *Star* esprime riconoscenza alle nazioni estere che non sono avare di simpatia verso l'Inghilterra nei giorni dell'angoscia.

SOFIA, 22. — Il Presidente del Consiglio, Ivantchoff, ha presentato al principe Ferdinando le dimissioni dell'intero gabinetto.

Il Ministro dell'interno, Petrow, è stato chiamato dal principe a Filippopoli.

BERLINO, 22. — Il *Reichsanzeiger* annunzia che l'Imperatore ha conferito al Sottosegretario di Stato per gli affari esteri d'Italia, on. Guido Fusinato, l'Ordine della Corona di Prussia, di prima classe.

PARIGI, 22. — *Camera dei Deputati.* — Si riprende la discussione del progetto di legge sulle Associazioni.

Ribot sostiene la preminenza della potestà civile sulla religiosa; ma reclama la libertà per tutti. Dice che le Congregazioni fanno parte della Chiesa e che è impossibile disinteressare la loro azione da quella della Chiesa. Dobbiamo esercitare i diritti dello Stato tutte le volte che si scopre un abuso. Contesta che ascenda ad un miliardo il patrimonio delle Congregazioni ed afferma che il valore dei beni da esse posseduti non oltrepassa i 378 milioni. Reclama pure la libertà dell'insegnamento e dice che la legge proposta è un grido di guerra che provocherebbe una rivolta nel paese (Applausi al Centro).

Brisson pronunzia indi un discorso in difesa del progetto di legge.

— Brisson ritiene che il patrimonio immobiliare delle Congregazioni oltrepassi un miliardo e che il patrimonio mobiliare sorpassi i dieci miliardi.

Denuncia la propaganda politica delle Congregazioni e si domanda se il loro scopo non sia quello di preparare un'azione della Francia all'estero per ristabilire il potere temporale del Papa.

Brisson approva l'intendimento di consacrare i beni delle Congregazioni non autorizzate alla creazione di una cassa-pensione per gli operai.

Invita i repubblicani a non fare un vano liberalismo e ad unirsi contro la reazione (Applausi a Sinistra).

Dopo discorsi di Lerolle e Puech contro il progetto sulle Associazioni, il seguito della discussione è rinviato a giovedì.

SHANGHAI, 22. — Gli undici pirati catturati dalla nave italiana furono oggi giustiziati a Ning-Po.

Il Governatore ha manifestato all'ammiraglio Candiani la sua riconoscenza per il servizio reso alla navigazione.

PECHINO, 22. — Un battaglione misto di truppe italiane, agli ordini del maggiore Manusardi, partito il 18 in ricognizione verso Mahtung e Ping-Kusien per disperdere i predoni di quella regione, è qui aspettato di ritorno posdomani, 24

Salute ottima.

PECHINO, 23. — I Ministri esteri hanno deciso di rispondere alle obiezioni fatte alla nota collettiva delle Potenze, quando i plenipotenziari chinesi si saranno decisi di soddisfare le condizioni accettate.

Riguardo alla punizione dei principali autori degli ultimi avvenimenti, i Ministri si sono pronunziati per la morte, riservandosi di discutere col principe Cing e con Li-hung-chang circa le condizioni per l'esecuzione della pena.

LONDRA, 23. — Il *Times* constata che il nuovo Re possiede moltissime delle qualità della sua Augusta madre. Dice che la nazione conta sul mantenimento dell'antico sentimento di lealtà, perchè il Principe rispettò sempre scrupolosamente la Costituzione ed avrà a fianco una Regina che seppe guadagnarsi i cuori di tutti, e, per principale Consigliere, un Ministro come lord Salisbury.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 22 gennaio 1901

Il barometro è ridotto allo zero. L'altezza della stazione è di metri . . . . 50,60.

Barometro a mezzodì . . . . 767,1.

Umidità relativa a mezzodì . . . . . . 29.

Vento a mezzodì . . . . N moderato.

Cielo . . . . sereno.

Termometro centigrado . . . . { Massimo 15°,1. / Minimo 2°,8

Pioggia in 24 ore . . . . 0 0.

Li 22 gennaio 1901.

In Europa il massimo di pressione si è portato dal golfo di Guascogna sulla Francia orientale e Svizzera, Zurigo 776, il minimo è sulla Norvegia, Bodo 730.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito di 2 a 3 mm. sull'alta Italia, disceso altrove fino a 5 mm. sulla Sicilia; temperatura aumentata in Piemonte, Lombardia, Calabria e Sicilia, lievemente diminuita altrove; alcune pioggie sull'Italia centrale, meridionale e costa Sicula orientale; temporali nelle Puglie; venti forti settentrionali al Sud.

Stamane: cielo quasi sereno sull'Italia superiore e Sardegna, nuvoloso altrove; venti settentrionali forti nelle Puglie, freschi in Sicilia, deboli o moderati altrove; mare agitato sul basso Tirreno e basso Adriatico.

Barometro massimo intorno a 772 sulla valle Padana, minimo a 765 sulla Terra d'Otranto.

Probabilità: venti settentrionali moderati o freschi sulla penisola settentrionale, centrale e Sardegna, forti al Sud e Sicilia; cielo vario all'estremo Sud e Sicilia, sereno altrove; mare agitato lungo la costa meridionale.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

ROMA, 22 gennaio 1901.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Porto Maurizio	sereno	calme	16 0	6 2
Genova	1/4 coperto	calme	12 8	8 2
Massa e Carrara	sereno	calme	13 1	5 1
Cuneo	sereno	—	9 5	1 5
Torino	1/4 coperto	—	6 4	— 1 6
Alessandria	1/4 coperto	—	7 5	— 1 0
Novara	sereno	—	9 9	— 0 1
Domodossola	1/4 coperto	—	12 0	— 1 2
Pavia	sereno	—	10 7	— 0 9
Milano	sereno	—	10 2	— 1 0
Sondrio	sereno	—	12 8	0 2
Bergamo	sereno	—	13 0	3 0
Brescia	sereno	—	9 1	1 5
Cremona	sereno	—	7 7	1 2
Mantova	sereno	—	5 6	0 4
Verona	sereno	—	6 6	— 1 5
Belluno	1/2 coperto	—	5 5	— 0 2
Udine	sereno	—	5 6	— 2 5
Treviso	1/2 coperto	—	6 9	— 3 0
Venezia	nebbioso	calmo	3 8	— 0 3
Padova	sereno	—	5 6	— 2 6
Rovigo	1/2 coperto	—	8 8	— 1 8
Piacenza	sereno	—	7 9	— 0 2
Parma	sereno	—	8 8	1 1
Reggio nell'Emilia	1/4 coperto	—	8 2	0 4
Modena	sereno	—	9 0	1 2
Ferrara	sereno	—	8 7	0 6
Bologna	sereno	—	8 7	2 3
Ravenna	sereno	—	1 1	— 1 8
Forlì	sereno	—	7 2	1 8
Pesaro	1/4 coperto	legg. mosso	8 6	0 0
Ancona	sereno	calmo	11 7	4 6
Urbino	—	—	—	—
Macerata	sereno	—	11 2	4 7
Ascoli Piceno	sereno	—	13 5	3 0
Perugia	sereno	—	9 0	4 0
Camerino	1/4 coperto	—	8 1	5 0
Lucca	nebbioso	—	10 4	— 0 6
Pisa	nebbioso	—	10 5	— 1 0
Livorno	sereno	—	14 0	2 5
Firenze	nebbioso	—	7 8	2 8
Arezzo	coperto	—	6 4	— 1 2
Siena	coperto	—	10 0	0 9
Grosseto	coperto	—	14 1	0 3
Roma	sereno	—	12 0	2 8
Teramo	sereno	—	12 3	1 9
Chieti	1/4 coperto	—	11 0	2 2
Aquila	sereno	—	5 9	0 4
Agnone	3/4 coperto	—	7 4	1 0
Foggia	3/4 coperto	—	11 9	2 1
Bari	1/2 coperto	tempestoso	11 5	5 0
Lecce	coperto	—	13 0	4 0
Caserta	coperto	—	12 8	3 8
Napoli	1/2 coperto	mosso	14 1	5 1
Benevento	1/2 coperto	—	12 0	2 8
Avellino	1/4 coperto	—	10 3	1 8
Caggiano	1/4 coperto	—	7 0	0 0
Potenza	1/2 coperto	—	6 4	2 2
Cosenza	sereno	—	12 0	5 0
Tiriolo	3/4 coperto	—	8 2	— 2 0
Reggio Calabria	coperto	mosso	14 0	9 6
Trapani	3/4 coperto	mosso	15 6	12 5
Palermo	coperto	agitato	16 4	8 8
Porto Empedocle	1/4 coperto	calmo	13 0	7 0
Caltanissetta	coperto	—	10 8	2 4
Messina	3/4 coperto	legg. mosso	13 4	10 5
Catania	piovoso	calmo	14 0	6 8
Siracusa	1/2 coperto	legg. mosso	14 2	7 1
Cagliari	sereno	calmo	16 0	3 0
Sassari	sereno	—	12 6	6 1

Direttore: Avv. Giovanni Piacentini. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *Gerente responsabile.*